



## Réunion publique sur l'aéroport de Nantes-Atlantique : « Bravo, on va continuer à subir ! »

---

Environ 260 participants se sont rendus à la réunion publique organisée, vendredi 24 novembre, à Rezé, par la maire divers gauche Agnès Bourgeois et la députée écologiste Julie Laernoes. Objectif : lancer un appel à signer une pétition pour « mettre la pression » sur le futur cahier des charges. Les esprits se sont légèrement échauffés au bout de deux heures de discours policés.

---

« On ne peut pas s'exprimer ! » clame cette habitante, à la toute fin de la réunion publique sur l'aéroport Nantes Atlantique, organisée par la maire divers gauche Agnès Bourgeois et la députée écologiste Julie Laernoes, vendredi 24 novembre, à Rezé.

Elles l'ont répété à l'envi. « On veut vous entendre, vous, les habitants qui subissez les nuisances au quotidien ! » Dès le début de la réunion publique qui a commencé à 18 h 30, ce vendredi 24 novembre, à Rezé, les organisatrices ont annoncé vouloir « donner la parole aux principaux intéressés : vous ! » Agnès Bourgeois, maire divers gauche de Rezé et Julie Laernoes, députée écologiste, ont donné rendez-vous aux habitants pour s'exprimer sur l'aéroport Nantes-Atlantique. Fil conducteur ? La « santé », qui doit « **l'emporter sur le développement économique** », cadrent les deux élues. Elles profitent également de la soirée pour lancer un **appel à signer une contribution en ligne** intitulée Santé, quel aéroport voulons-nous demain ? Objectif : profiter de l'ouverture de l'État sur la **réécriture du cahier des charges** pour « mettre la pression » sur le futur concessionnaire.

---

### **Prises de parole des habitants : la frustration**

On aurait pu légitimement s'attendre à un échange à bâtons rompus entre les nombreux élus présents et la salle comble du grand auditorium qui peut accueillir jusqu'à 260 personnes. C'est raté : sur les deux heures, les habitants auront eu beau lever la main, ils n'auront droit qu'à « deux fois quinze minutes de prises de parole », prévient le présentateur. Le reste du temps étant dédié à deux tables rondes avec élus et présidents d'associations. En fin de compte, seule une petite dizaine de personnes interviendront.

Frustration dans l'assemblée. L'un des participants demande alors la tenue d'un nouveau débat public en bonne et due forme : « L'État doit y associer plus largement les populations à l'occasion de cette nouvelle phase ! » s'exclame le Rezéen. « Pas d'éléments de réponse », avance timidement Jean-Claude Lemasson, maire de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu.

### **Plafonnement des vols, déménagement de l'aéroport... Quelques sujets ont pu être lancés par les participants.**

#### **Baisser drastiquement le nombre de vols par an**

Il a été beaucoup question du fameux plafonnement du nombre de vols par an. 56 000 comme actuellement (6,6 millions de passagers, dix avions par heure, tous les jours, toute l'année) ? 63 000 comme en 2019, avant le confinement (7,2 millions de passagers) ?

« Remplir de façon plus optimale les avions permettrait sans doute d'en faire décoller moins ! » interpelle un habitant. Jean-Claude Lemasson se demande lui aussi comment l'offre commerciale est établie. Pourquoi quatre vols par jour pour une même destination par exemple et avec quel type d'avion ? « Nous avons besoin d'objectiver ce point », poursuit-il.

« Pas 56 000 vols par an, chers élus... Demandez 30 000 ! » lance une autre habitante.

Applaudissements. Une autre propose « zéro ». Applaudissements à nouveau.

Jacques Garreau, ex-maire socialiste de Bouaye et conseiller métropolitain, trouve que le seuil de 56 000 vols est la limite acceptable pour les riverains, « celui d'ailleurs fixé par la DGAC (direction générale de l'aviation civile) en 2008 pour justifier du transfert vers Notre-Dame-des-Landes !

Restons donc à ce niveau-là ! »

« Mais vous plaisantez ! intervient un habitant, excédé. C'est ce que nous vivons actuellement ! Et c'est insupportable ! » La maire de Rezé a d'ailleurs rapporté, en préambule de la réunion publique, le contenu d'un courrier. Elle a repris ces termes : « Je ne peux plus dormir, travailler. Ma vie est devenue un enfer. Je ne peux plus me taire. Je suis épuisé. »

« Bravo, on va continuer à subir », entend-on dans la salle. Les riverains comprennent que la seule alternative mise sur la table par les élus, est la modernisation de l'actuel aéroport.

#### **Fermeture ? Déménagement ?**

La question de la fermeture de l'aéroport est revenue sur la table. Comme celle du déménagement. « Ouvrons toutes les hypothèses », embraye Paolo Ferreira, du Coceta (Collectif des citoyens exposés au trafic aérien).

« Ceux qui promettent le transfert disent des mensonges, s'emporte Julie Laernoës. S'y projeter, c'est ne pas agir. Non, le déménagement ne se fera pas ! » Elle s'appuie sur le réchauffement climatique et la nécessité de ne plus artificialiser les sols... « Cela revient à bétonner l'équivalent de la commune de La Montagne », renchérit Fabien Gracia, son maire. « Caricature ! » entend-on dans la salle.

Seule la modernisation de l'aéroport tient la corde. « Réaménager l'aéroport nous offre une chance inédite de proposer un aéroport du futur, exemplaire, basé sur l'innovation et la transition énergétique ! » tente Claire Guiu, adjointe en charge de l'aménagement à Rezé. « Bravo, on va continuer à subir », s'agace une participante, qui finit par quitter la pièce.

## Contribution

Un « ex-citoyen » de Rezé témoigne de sa « douloureuse décision » de quitter cette commune qu'il « adorait », en 2018, année de la décision de l'État d'abandonner le transfert à Notre-Dame-des-Landes, malgré le vote « Oui » lors de la consultation. Il se demande si, réellement, les élus peuvent se faire entendre.

« Oui ! Si l'on est nombreux à signer cette contribution pour dire « les nuisances, ça suffit », alors, ça comptera ! On pourra mettre la pression sur l'État pour que votre santé soit LA priorité », lance vigoureusement Agnès Bourgeois. Ce dimanche après-midi, elle comptabilisait 140 signatures. La Coceta a annoncé ne pas participer.

